

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**










n°CCAP/25/07 du 19.05.2025

### **ACCORD-CADRE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

#### **Mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne**

Consultation n°2025/CONSU/07 du 19 mai 2025

**CCI ALSACE EUROMETROPOLE**  
14 rue de la Haye – Schiltigheim  
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
4.2 - Obligations du titulaire.....	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données .....	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	8
4.2.11 - Documentation .....	9
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	9
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	9
5.2 - Durée du contrat .....	9
6 - Prix .....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
6.2 – Spécificités pour la gestion des achats d'espaces publicitaires (budget publicitaire) .....	10
6.3 - Modalités de variation des prix.....	11
7 - Garanties Financières.....	11
8 - Avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes .....	11
9.1 - Acomptes .....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
11 - Développement durable.....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
12.1 - Vérifications.....	14
12.2 - Décision après vérification .....	14
13 - Modification du contrat.....	15
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	15
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre.....	15

13.3 - Changement en cours d'exécution de l'accord-cadre .....	15
13.4 - Cas fortuits et force majeure .....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	15
15 - Pénalités.....	16
15.1 - Pénalités de retard .....	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
16 - Assurances.....	16
17 - Clause de réexamen.....	17
18 - Résiliation du contrat .....	18
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
19 - Dérogations .....	18

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne**

La CCI Alsace Eurométropole souhaite confier à une agence web la mise en place et la gestion de ses campagnes publicitaires payantes sur les moteurs de recherche, les réseaux sociaux et les displays.

La présente consultation a pour objet la mise en place de campagnes publicitaires payantes en ligne pour la CCI Alsace Eurométropole. Les prestations attendues incluent la mise en œuvre, la gestion et l'optimisation des campagnes publicitaires sur divers supports en ligne tels que les réseaux sociaux, les moteurs de recherche, et autres plateformes digitales. L'objectif est de promouvoir les services et événements de la CCI Alsace Eurométropole auprès de ses publics cibles. La consultation couvre l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de ces campagnes, y compris l'achat d'espaces publicitaires, et le reporting des performances.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en **3 lots** :

Lot	Désignation
<b>1</b>	Campagnes Google Ads
<b>2</b>	Campagnes sur les réseaux sociaux
<b>3</b>	Affichage Display

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

**L'accord-cadre** avec **maximum** est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit :

Lot	Désignation	Maximum annuel HT
<b>1</b>	Campagnes Google Ads	30 000,00 €
<b>2</b>	Campagnes sur les réseaux sociaux	40 000,00 €
<b>3</b>	Affichage Display	19 999,00 €

**Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.**

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché/accord-cadre (= n°Lot 1 : 2025/MAPO/07.01 - Lot 2 : 2025/MAPO/07.02 Lot 3 : 2025/MAPO/07.03),
- la date et le numéro du bon de commande,

- la nature et la description des prestations à réaliser,
- les délais d'exécution (date de début et de fin),
- les lieux d'exécution des prestations,
- le montant du bon de commande,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est d'1 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Bordereau des Prix Unitaires « BPU »,
- L'offre technique du titulaire.
- Les futurs bons de commande,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché/accord-cadre,

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

### Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter une obligation de confidentialité absolue concernant toutes les informations, documents, données, outils, résultats, ou échanges auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché, qu'ils soient transmis par la CCI Alsace Eurométropole ou générés au cours de la mission.

Ces informations, qu'elles soient écrites, orales, ou sous toute autre forme, doivent être utilisées uniquement dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au marché. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la CCI Alsace Eurométropole. Cette obligation de confidentialité persiste même après la fin du marché.

### Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), et à garantir la confidentialité de toutes les données collectées dans le cadre de la campagne publicitaire.

Les résultats, rapports, et autres données liées aux campagnes publicitaires sont confidentiels et ne peuvent être communiqués à des tiers, en dehors des obligations contractuelles, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

### Obligation de confidentialité des sous-traitants

Le titulaire s'engage à informer ses sous-traitants, collaborateurs, et partenaires éventuels des obligations de confidentialité définies dans le présent article et à veiller à ce qu'ils respectent également ces obligations. Le titulaire reste responsable de la bonne application de ces dispositions par ses sous-traitants et partenaires.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est la durée de l'accord-cadre.

### 4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### 4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plateforme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :



- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le **1<sup>er</sup> août 2025**.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le **31 juillet 2026**.

### **5.2 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale **d'un an à compter de sa date de notification**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, y compris les frais de déplacement, d'hébergement et de séjour des personnels du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations.

### 6.2 – Spécificités pour la gestion des achats d'espaces publicitaires (budget publicitaire)

#### 1. Mandat de gestion des dépenses publicitaires

Le titulaire est mandaté par la CCI Alsace Eurométropole pour engager des dépenses publicitaires nécessaires à la mise en œuvre des campagnes publicitaires en ligne. À ce titre, le titulaire est réputé agir en qualité de mandataire de la CCI. À ce titre, le titulaire avance les frais suite à une validation préalable écrite de la CCI.

#### 2. Respect des instructions du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à respecter les instructions du pouvoir adjudicateur concernant :

- Les montants des dépenses publicitaires,
- La cible des campagnes publicitaires,
- Les périodes de diffusion des campagnes,
- Les plateformes publicitaires à utiliser.

#### 3. Refacturation des dépenses publicitaires

Le titulaire refacture à l'euro près les sommes avancées pour les dépenses publicitaires, sur production des factures originales des régies publicitaires. Le titulaire ne peut en aucun cas appliquer de frais, commissions ou marges sur ces sommes.

#### 4. Comptes Publicitaires

Les comptes publicitaires créés ou utilisés dans le cadre des campagnes doivent être nominatifs au nom de la CCI, ou à tout le moins accessibles à cette dernière. Le titulaire s'engage à fournir à la CCI tous les accès nécessaires à ces comptes.

#### 5. Modalités de paiement

Les dépenses publicitaires engagées par le titulaire pour le compte de la CCI seront remboursées sur présentation des factures originales des régies publicitaires. Le remboursement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures par la CCI.

#### 6. Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Respecter les instructions du pouvoir adjudicateur,
- Refacturer les dépenses publicitaires à l'euro près,
- Ne pas appliquer de frais, commissions ou marges sur les sommes avancées,
- Fournir les accès aux comptes publicitaires à la CCI.

#### 7. Obligations du Pouvoir Adjudicateur

La CCI s'engage à :

- Fournir les instructions nécessaires au titulaire,
- Rembourser les dépenses publicitaires avancées par le titulaire sur production des factures originales.

#### 8. Résiliation

Le présent mandat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave aux obligations contractuelles

### 6.3 - Modalités de variation des prix

**Les prix de l'accord-cadre sont fermes, non actualisables, et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché.**

Cette règle s'applique exclusivement aux prix relatifs aux frais perçus par le titulaire, tels que prévus au BPU.

En revanche, le budget publicitaire, correspondant aux montants effectivement engagés auprès des régies et plateformes publicitaires (Google Ads, Meta Ads, etc.), ne relève pas de cette clause. Ces montants sont refacturés à l'euro près, sur la base des factures ou relevés fournis par les régies concernées, et peuvent donc varier en fonction des besoins, des durées de campagne et des objectifs fixés par la CCI Alsace Eurométropole.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Le titulaire peut choisir une périodicité de règlement des acomptes mensuelle ou trimestrielle, à préciser à la notification du marché.

Chaque acompte correspond à la valeur des prestations réellement exécutées pendant la période considérée, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Chaque demande de paiement devra être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- un décompte détaillé des prestations exécutées (par type de prestation et plateforme concernée),
- les factures des plateformes publicitaires en cas de refacturation de budgets média,
- tout élément de preuve de la réalisation effective des campagnes (reporting, captures, bilans intermédiaires, etc.).

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,

4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique, **SIRET CCIAE : 13002267600196**
- Numéro d'engagement juridique : **n° du Marché/Accord-cadre =**  
**Lot 1 : 2025/MAPO/07.01**  
**Lot 2 : 2025/MAPO/07.02**  
**Lot 3 : 2025/MAPO/07.03**

**Afin d'assurer la transparence et la traçabilité des dépenses, le titulaire est tenu de distinguer clairement sur ses factures :**

#### **1. Les prestations réalisées**

Ces prestations sont facturées selon les prix unitaires définis dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

#### **2. Les achats d'espaces publicitaires (budget publicitaire)**

Ces dépenses correspondent aux montants effectivement engagés auprès des plateformes publicitaires (Google, Meta, etc.) et doivent faire l'objet d'une **ligne de facturation séparée**, accompagnée :

- des **justificatifs émis par la plateforme** (facture, relevé ou capture de facturation),
- du détail des campagnes concernées (période, plateforme, montant hors taxes, taux de TVA applicable).

Le titulaire ne pourra appliquer aucune marge, ni majoration sur les montants refacturés au titre des budgets publicitaires. Les montants devront être restitués à l'euro près, dans la limite des enveloppes budgétaires validées par la CCI Alsace Eurométropole.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-TIC, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à respecter l'ensemble des obligations découlant du présent marché et, à ce titre, il devra notamment :

- Se Conformer à la législation en vigueur relative à la publicité en ligne et à la protection des données personnelles, en particulier les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD),
- Mettre en œuvre des campagnes publicitaires ciblées et performantes, dans le respect des budgets alloués et des objectifs définis par la CCI Alsace Eurométropole,
- Garantir la confidentialité de toutes les informations échangées ou produites dans le cadre de l'exécution du marché, y compris les données collectées, les bilans de campagnes et les résultats détaillés.

Le titulaire s'engage à assurer une exécution rigoureuse et proactive des prestations, conformément au calendrier établi d'un commun accord avec la CCI Alsace Eurométropole. Il devra faire preuve de réactivité et d'adaptabilité pour intégrer les éventuels ajustements en fonction des performances constatées ou des évolutions des priorités de communication de l'acheteur.

Les campagnes pourront être déployées sur tout type de plateformes digitales pertinentes (réseaux sociaux, moteurs de recherche, display, etc.). Leur planification et diffusion devront correspondre aux objectifs stratégiques définis pour chaque opération, en cohérence avec les publics cibles identifiés.

Le titulaire devra fournir les livrables attendus (rapports, bilans, tableaux de bord, synthèses, etc.) selon les formats requis et aux échéances fixées par l'acheteur. Ces livrables devront être clairs, exploitables, et pédagogiques, dans un souci de lisibilité, de transparence et de traçabilité des actions menées.

Lorsque l'acheteur le jugera nécessaire, le titulaire participera à des points d'étape, comités de pilotage ou réunions de suivi, qui pourront se tenir en présentiel ou à distance. Ces temps d'échange seront pris en charge par le titulaire, sans frais supplémentaires pour la CCI Alsace Eurométropole.

## **Accès aux comptes publicitaires**

Le titulaire s'engage à créer, configurer et gérer les campagnes publicitaires sur des comptes appartenant à la CCI Alsace Eurométropole ou, à défaut, à créer des comptes spécifiques pour le présent marché, lesquels devront être transférables à tout moment à l'acheteur.

À la fin du marché (ou à la demande de l'acheteur en cours d'exécution), le titulaire s'engage à :

- Transmettre l'intégralité des accès administrateurs aux comptes publicitaires utilisés (Google Ads, Meta Ads, etc.),
- Remettre les identifiants de connexion et codes d'accès,
- Fournir, si nécessaire, un accompagnement à la prise en main ou à la migration des comptes.

Aucune suppression de données, limitation d'accès, ni facturation complémentaire ne pourra être exigée au moment de cette restitution.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations dans le cadre de la mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne pour la CCI Alsace Eurométropole doivent intégrer des éléments à caractère environnemental, conformément aux objectifs de développement durable. Ces conditions visent à minimiser l'impact environnemental des activités publicitaires tout en respectant les exigences réglementaires et les attentes des parties prenantes.

### **1. Réduction de l'empreinte carbone :**

Le titulaire doit mettre en œuvre des mesures visant à réduire l'empreinte carbone liée à l'exploitation des serveurs, des infrastructures publicitaires et des déplacements nécessaires pour la gestion des campagnes. Cela peut inclure l'utilisation de serveurs à faible consommation d'énergie et la promotion de solutions de télétravail pour limiter les déplacements.

### **2. Engagement à l'amélioration continue :**

Le titulaire doit s'engager à rechercher et à mettre en œuvre des solutions innovantes pour améliorer continuellement l'impact environnemental des campagnes publicitaires. Cela peut inclure la mise en place d'un plan d'action pour intégrer des pratiques durables dans toutes les étapes de la campagne.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

La constatation de l'exécution des prestations est effectuée par le pouvoir adjudicateur, ou toute personne désignée par lui, conformément aux dispositions des articles 30 à 32 du CCAG-TIC.

Le titulaire devra, pour chaque prestation ou campagne réalisée, transmettre un dossier de suivi complet comprenant :

- les actions menées (par plateforme, format, etc.),
- les résultats obtenus (indicateurs de performance, statistiques détaillées),
- les budgets effectivement engagés, tant hors taxes que toutes taxes comprises,
- et tout autre document ou justificatif permettant de vérifier la bonne exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification de ces éléments, notamment en comparant les documents fournis aux exigences du marché et aux attentes définies dans le CCTP.

### **12.2 - Décision après vérification**

Une fois les éléments vérifiés, le pouvoir adjudicateur prendra une décision sur l'admission des prestations. Cette décision pourra aboutir à l'un des résultats suivants :

- Admission complète des prestations : un compte rendu de service fait ou un bon pour paiement sera rédigé, validant ainsi l'exécution des prestations et ouvrant droit au règlement,



- Réserves ou demande de compléments : si des éléments manquent, sont incomplets ou non conformes, le pouvoir adjudicateur pourra formuler des réserves et demander au titulaire d'apporter les corrections nécessaires dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

## **13 - Modification du contrat**

### **13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### **13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **13.3 - Changement en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### **13.4 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, tous les livrables produits dans le cadre du présent marché – y compris, sans que cette liste soit limitative :

- les contenus créés (textes, scripts),
- les bilans de campagne, rapports, tableaux de bord, fichiers sources,
- les comptes publicitaires créés au nom de la CCI,

sont la propriété exclusive de la CCI Alsace Eurométropole, qui peut en disposer librement pour toute réutilisation, adaptation, ou diffusion ultérieure, sans limite de durée ni de territoire.

Le titulaire s'engage à remettre, à la demande de l'acheteur, l'ensemble des fichiers sources et accès nécessaires à l'exploitation des contenus ou comptes mis en œuvre. Aucune cession de droits d'auteur, d'usage ou de licence tacite ne saurait être invoquée par le titulaire.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque les délais contractuels d'exécution détaillés au bordereau des prix sont dépassés, par le fait du titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser le nom de la compagnie, les risques couverts, la date d'expiration des garanties prévues au contrat, le numéro des polices et les plafonds de garantie. La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.



## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations,
- En cas de modifications substantielles dans les objectifs ou les priorités de communication de la CCI Alsace Eurométropole, entraînant une adaptation des campagnes publicitaires à mettre en œuvre,
- Si des évolutions technologiques ou des changements dans les plateformes publicitaires nécessitent une réévaluation de la stratégie ou des outils utilisés,
- En cas de survenance d'événements imprévus ou de circonstances exceptionnelles affectant l'exécution des prestations, tels que des changements de budget, ou des évolutions du marché publicitaire.
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
  - ✓ en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
  - ✓ en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
  - ✓ si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation puisque le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 31 et 32 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication,
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 33 et 34 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication,
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication,
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication.